

Article sélectionné dans

La Matinale du 25/08/2018 Découvrir l'application (<https://ad.apsalar.com/api/v1/ad?re=0&st=359392885034&h=5bf9bea2436da250146b6e585542f4e74c75620e>)

## Les migrants du « Diciotti », bateau bloqué cinq jours à Catane, enfin autorisés à débarquer

La justice italienne a, de son côté, ouvert une enquête pour « séquestration, arrestations illégales et abus de pouvoir », visant notamment Matteo Salvini, le ministre de l'intérieur.

LE MONDE | 25.08.2018 à 21h29 • Mis à jour le 26.08.2018 à 08h10



Les migrants du « Diciotti », navire des gardes-côtes italiens, attendent leur débarquement dans le port de Catane, le 25 août. ORIETTA SCARDINO / AP

Les 150 migrants qui se trouvaient à bord du *Diciotti*, un bateau des garde-côtes italiens bloqué depuis cinq jours dans le port sicilien de Catane, avaient tous quitté le navire dimanche 26 août au matin, une solution ayant été trouvée la veille pour leur prise en charge.

Le ministre de l'intérieur italien, Matteo Salvini, avait annoncé, samedi 25 août, que les migrants qui étaient encore bloqués à bord du navire *Diciotti* depuis son arrivée lundi à Catane, en Sicile, seraient autorisés à débarquer « *dans les prochaines heures* ». « *Une grande partie sera hébergée par l'Eglise italienne, par les évêques qui ont ouvert leurs portes, leur cœur et leur portefeuille* », a-t-il déclaré au cours d'une réunion politique dans le nord de l'Italie.

Le *Diciotti*, un navire des gardes-côtes italiens, avait procédé à une opération de sauvetage il y a une dizaine de jours. Dans un premier temps, les autorités sanitaires du port de Catane avaient autorisé le débarquement pour raison de santé de seize personnes – onze femmes et cinq hommes – auxquelles s'était ajouté un sixième homme, malade lui aussi, portant le total à dix-sept personnes. Plusieurs médecins et inspecteurs du ministère de la santé étaient montés à bord dans la matinée pour contrôler l'état de santé des rescapés.

### « Ils ne nous arrêteront pas »

De son côté, la cour de justice de Palerme s'est saisie d'une enquête visant notamment M. Salvini pour « *séquestration de personnes, arrestations illégales et abus de pouvoir* » dans cette affaire, ont annoncé, samedi soir, les médias italiens ([http://palermo.repubblica.it/cronaca/2018/08/25/news/diciotti\\_le\\_audizioni\\_del\\_procuratore\\_di\\_agrigento\\_a\\_roma-204902903/?ref=RHPPLF-BH-I0-C8-P1-S1.8-T1](http://palermo.repubblica.it/cronaca/2018/08/25/news/diciotti_le_audizioni_del_procuratore_di_agrigento_a_roma-204902903/?ref=RHPPLF-BH-I0-C8-P1-S1.8-T1)). Le chef de cabinet du ministre, Matteo Piantedosi, est également visé.

Comme la Constitution italienne interdit aux tribunaux habituels de se charger de ce type d'affaire, l'enquête a été transmise à un « tribunal des ministres » ([http://palermo.repubblica.it/cronaca/2018/08/25/news/diciotti\\_le\\_audizioni\\_del\\_procuratore\\_di\\_agrigento\\_a\\_roma-204902903/?ref=RHPPLF-BH-I0-C8-P1-S1.8-T1](http://palermo.repubblica.it/cronaca/2018/08/25/news/diciotti_le_audizioni_del_procuratore_di_agrigento_a_roma-204902903/?ref=RHPPLF-BH-I0-C8-P1-S1.8-T1)) , chargé depuis la cour de Palerme de traiter de potentiels délits commis par des membres du gouvernement sur la juridiction sicilienne.



Le ministre de l'intérieur Matteo Salvini prend la parole lors d'un meeting de la Ligue, à Pinzolo, le 25 août. DANIELE PANATO / AP

« *Ils ne nous arrêteront pas. C'est une honte* », a immédiatement réagi M. Salvini, par ailleurs chef de file du parti d'extrême droite La Ligue, depuis la ville de Pinzolo, où il tenait une réunion politique. « *Ils peuvent m'arrêter moi, mais pas la volonté de 60 millions d'Italiens* », a ajouté le ministre.

## **NOMBREUSES CRITIQUES**

Luigi Patronaggio, le procureur du parquet d'Agrigente, avait d'abord ouvert, vendredi, une enquête de justice, cherchant à comprendre la chaîne de commandement ayant mené à l'interdiction du débarquement des 150 migrants secourus par les gardes-côtes.

M. Salvini, tenant d'une ligne dure envers les migrants, avait réagi le jour même à l'annonce de cette première enquête, demandant au magistrat de l'interroger directement. « *Il devrait m'interroger moi et non pas demander des éclaircissements à des fonctionnaires qui exécutent les directives données par le responsable, c'est-à-dire moi* », avait déclaré le ministre.

De nombreuses critiques, venant de tous bords, pluvent depuis des jours sur M. Salvini. L'une des plus dures a été formulée par l'archevêque d'Agrigente, le cardinal Francesco Montenegro : « *Parfois, il m'arrive de penser que s'il s'était agi d'animaux, on les aurait mieux traités* », a-t-il déclaré samedi au quotidien *La Stampa*.

## **« La solidarité européenne est importante »**

Depuis Genève, le Haut-Commissariat de l'ONU pour les réfugiés (HCR) a lancé, samedi, « *un appel aux Etats membres de l'Union européenne [UE] pour qu'ils offrent d'urgence des places de réinstallation* » aux migrants du *Diciotti*, exhortant Rome « *à autoriser [leur] débarquement immédiat* ».

Le seul soutien de l'UE est venu samedi soir de l'Irlande, qui, par la voix de son ministre des affaires étrangères Simon Coveney, a offert de prendre en charge 20 à 25 migrants. « *La solidarité européenne est importante* », a souligné le chef de la diplomatie irlandaise.

L'Albanie, un pays qui n'appartient pas à l'UE, a donné son accord pour en accueillir vingt. En début

de soirée, le ministère des affaires étrangères italien, Enzo Moavero Milanesi, a remercié sur Twitter « l'Albanie pour sa décision d'accueillir vingt réfugiés du Diciotti, un signal de grande solidarité et de grande amitié ».



**Farnesina**

@ItalyMFA

Il Ministro degli Affari Esteri Enzo Moavero Milanesi ringrazia l'Albania per la decisione di accogliere 20 profughi della nave Diciotti. Un segnale di grande solidarietà e amicizia molto apprezzato dall'Italia

18:57 - 25 août 2018

934 519 personnes parlent à ce sujet

Après [avoir](#) menacé, vendredi, l'UE « *de payer moins* » pour le budget communautaire en raison de l'absence de solidarité, ce dernier est revenu à la charge samedi en promettant que « *l'Italie ne votera pas lorsqu'il faudra l'unanimité pour adopter le budget* ».

**Lire aussi : Vent de fronde parmi les gardes-côtes italiens contre la politique « zéro migrant » de Salvini** ([/europe/article/2018/08/23/vent-de-fronde-parmi-les-gardes-cotes-italiens\\_5345376\\_3214.html](/europe/article/2018/08/23/vent-de-fronde-parmi-les-gardes-cotes-italiens_5345376_3214.html))